



Phase initiale


La personne qui souhaite **agir en justice** (partie demanderesse) dépose sa demande auprès du tribunal compétent.


Selon le tribunal compétent, il peut être demandé à la partie demanderesse de **payer un montant permettant de couvrir tout ou partie des frais de la procédure** (avance de frais). Le montant de cette avance dépend notamment de ce qui est réclamé (valeur litigieuse).


Le tribunal compétent fixe dans un délai de deux mois **une audience de conciliation** pour trouver un accord et envoie la convocation.

Phase d'audiences

Présence des deux parties

En principe, les deux parties se rendent à l'audience.

Elles peuvent être assistées d'un conseil ou d'une personne de confiance.

Quatre issues sont possibles Voir [Fin de conciliation](#)

L'affaire conciliée, la décision, la proposition de jugement et l'autorisation de procéder.

Absence d'une ou des deux parties

Absence de la partie défenderesse

En cas d'absence de la partie défenderesse en audience (défaut), trois issues sont possibles (voir [Fin de conciliation](#)): la décision, la proposition de jugement et l'autorisation de procéder.

Absence de la partie demanderesse

En cas d'absence de la partie demanderesse à l'audience (défaut), sa requête est considérée comme retirée, ce qui met **fin à la procédure** (affaire rayée du rôle).

Absence des deux parties

En cas d'absence des deux parties en audience (défaut), **la procédure prend fin** (affaire rayée du rôle).

Fin de conciliation

En cas d'accord

Affaire conciliée

Les parties parviennent à trouver un accord.

Fin de la procédure

En cas de désaccord

Décision

Si le montant réclamé (valeur litigieuse) ne dépasse pas Fr. 2'000.-, la ou le juge peut, sur requête de la partie demanderesse, rendre une décision.

Recours à la Cour de justice

Proposition de jugement

Si le montant réclamé (valeur litigieuse) ne dépasse pas Fr. 5'000.-, la ou le juge peut faire une proposition de jugement.

Opposition dans les 20 jours auprès de l'autorité de conciliation

Autorisation de procéder

En cas d'échec de la conciliation, une autorisation de procéder est délivrée à la partie demanderesse. Elle permet de poursuivre la procédure devant le tribunal. En cas de contestation d'une augmentation de loyer ou du fermage, l'autorisation est délivrée à la bailleresse ou au bailleur.

**3 mois pour déposer une demande devant le tribunal compétent.
30 jours pour les litiges relatifs aux baux à loyer et à ferme d'habitation.**